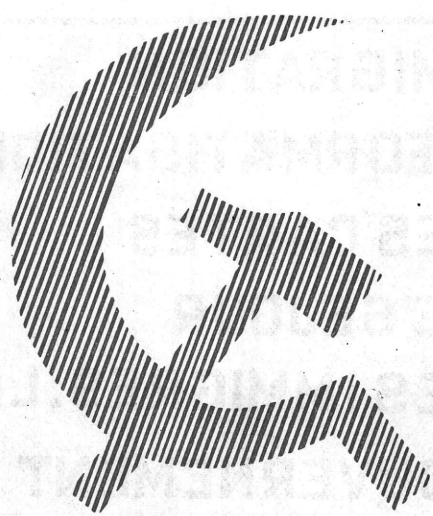




COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 22 MARS 1980

N° 62

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

**INSULTES COLONIALISTES,
CHOMAGE, RACISME,
EMIGRATION,
NOUS EN AVONS MARRE !**

La campagne de Dijoud sur «loi et l'ordre» qui ne seraient pas respectés à la Martinique et sur les prétendues menaces cubaines pour «déstabiliser» les Antilles continue de plus belle.

D'un côté, c'est une partie de la presse française qui a pris le relais, en publiant articles et interviews où les propos du secrétaire d'état aux DOM sont complaisamment repris et renforcés. De l'autre, les valets comme Emile Maurice sont montés en première ligne pour répéter les affirmations de leur maître.

Cette fébrilité soudaine a ses causes : il y a de plus en plus d'Antillais pour protester contre les effets de la situation coloniale à la Guadeloupe et à la Martinique.

Oui ! des jeunes et des travailleurs refusent les perspectives des Dijoud et consorts ou bien rester aux Antilles, et supporter le chômage, les bas salaires quand il y a du travail, avec en prime les discriminations et les menaces racistes, les atteintes à la dignité. Ou bien le départ vers la France, dans l'espoir de trouver du travail, mais où règnent racisme et discrimination.

Oui ! de plus en plus se répand le sentiment que nous, Antillais avons le droit de vivre et de travailler aux Antilles. Mais le droit d'y vivre et d'y travailler sans aucune atteinte à notre dignité et à notre fierté.

C'est ce sentiment là qui inquiète les colonialistes et les racistes qui sont à la tête de l'administration et de l'économie des Antilles. Ils craignent qu'après les sentiments de colère et de refus de l'ordre colonial n'apparaissent la révolte ouverte et consciente contre cet ordre !

Eh bien, transformons leurs inquiétudes en cauchemars ! Nous avons le droit, nous travailleurs et jeunes des Antilles, à être respectés dans ces îles. Leur économie, leurs richesses ont été bâties avec notre sang et notre sueur. Et aujourd'hui, une poignée de parasites en profitent et veulent nous interdire jusqu'au droit de dire qu'ils sont des parasites !

Contrairement à ce que peuvent affirmer les colonialistes et leurs valets, leurs solutions ne sont pas les nôtres à nous opprimés. De quelque côté que l'on se tourne, c'est le racisme, l'exploitation et l'oppression, aux Antilles comme en France !

La seule voie qui nous reste est celle de la lutte : faire taire ici même les racistes qui quotidiennement agressent, par leurs actes comme par leurs paroles, faire reculer l'administration et la justice coloniales qui couvrent les racistes, car elles-mêmes sont racistes ! Mettre fin au capitalisme qui veut exploiter une main d'œuvre soumise et docile !

Oui ! cela est possible, et ne dépend en fin de compte que de nous : de notre détermination, de notre capacité à nous organiser pour la lutte.

L'ETAT COLONIAL : UNE BANDE D'HOMMES ARMÉS QUI NOUS OPPRIME ET REPRIME



MARTINIQUE : REPRESSION JUDICIAIRE ET BRUTALITES POLICIERES

Nous reproduisons ici une série d'informations qui bien que diverses par leur provenance et leur sujet, sont toutes révélatrices du climat que veut faire régner le pouvoir colonial, ses hommes de main (les gendarmes) et sa justice : en agissant avec la plus grande brutalité et le plus grand mépris, prouver aux Martiniquais qu'ils doivent se soumettre devant la loi (la justice) et l'ordre (les gendarmes).

UN GENDARME BRAQUE LA FOULE

Lors du départ de la course automobile, le dimanche 16, à 0 heures, la foule proteste contre une tentative des gendarmes d'embarquer un jeune parce qu'il les aurait injuriés. Dans la confusion qui s'ensuit, le jeune s'enfuit. Un des gendarmes tire son pistolet, l'arme et menace une foule de plusieurs centaines de personnes : «Attention, je tire».

UN AUTRE GENDARME BRAQUE UN TAXIMAN

Le Syndicat Professionnel des Artisans Propriétaires de Taxis dénonce quant à lui dans un long communiqué l'attitude du gendarme Lanotte, de la brigade de l'aéroport du Lamentin. Ce dernier a sorti son pistolet pour arracher le permis d'un chauffeur de taxi, alors que celui-ci était au travail. Quand le chauffeur vint réclamer son permis, le même gendarme Lanotte - c'est devenu une manie - braque de nouveau son pistolet sur le chauffeur de taxi. Ce dernier,

commotionné perd connaissance et est transporté à l'hôpital.

Il s'est trouvé un juge d'instruction, devant la plainte du syndicat, pour dire que Lanotte avait bien agi, qu'il était dans son droit et dans la plus stricte légalité ! Le syndicat pose la même question à la cour d'appel de Fort de France. Nous verrons si celle-ci aura le courage de désavouer le gendarme et le juge. . .

LE NAIF CONDAMNE

On vient de rendre le verdict dans le procès opposant le ministère public au journal «Le Naif» et à Cabort-Masson, militant nationaliste.

Pour Cabort-Masson, auteur d'un article dans lequel, au détour d'une phrase, il s'en prenait violemment aux grands propriétaires fonciers, 3.000 F d'amende et 3 mois de prison avec sursis.

Pour Roland Laouchez, directeur de publication du Naif, 5.000 F d'amende pour avoir publié l'article de Cabort.

Maintenant nous savons ce qu'il en coûte aux yeux de la justice coloniale de dénoncer l'accaparement des terres par une poignée de grands propriétaires.

Conclusion de tous ces faits : gendarmes maniaques du pistolet, justice frappant les travailleurs, les démocrates et les anti-colonialistes, oui, nous sommes vraiment en pays conquis.

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

GUADELOUPE : LA VIOLENCE DANS L'AIR ?

Après l'attentat contre Viviès, la presse (Radio FR3 et France-Antilles) a fait beaucoup de tapage sur un «groupe» qui se dénommerait le GLA, en clair Groupe de Libération Armée. Celui-ci aurait revendiqué l'attentat contre Viviès.

Aujourd'hui la radio du pouvoir revient avec insistance sur une déclaration du GLA. Celui-ci aurait envoyé aux journaux français une déclaration indiquant que les Français avaient jusqu'à fin décembre pour quitter la Guadeloupe sinon ils seraient considérés comme des ennemis «objectifs» du peuple guadeloupéen.

Sur les murs de la Guadeloupe on a vu quelques graffitis du GLA.

La coïncidence entre les menaces de DIJOU et l'apparition d'un groupe terroriste n'est peut-être pas fortuite. Les services de police coloniaux ont peut-être de bonnes raisons de penser que des gens sont assez en colère pour approuver le déclenchement contre la présence française d'actions terroristes.

La naissance d'un tel groupe qui est une chose nouvelle sur le terrain politique depuis plus de dix ans où les partisans de la lutte anti-coloniale se sont limités à une stricte lutte politique

SUITE PAGE 4

BAIMBRIDGE EN GREVE

Les élèves du Lep-Baimbridge sont en grève depuis une semaine contre la décision du Recteur de transférer une partie du LEP dans une ancienne école désaffectée de Baie-Mahault.

Cette décision, le Recteur l'a prise, comme à son habitude, sans aucune discussion avec les intéressés : élèves et professeurs. Et c'est bien ces façons cavalières et méprisantes qui ont fait exploser les élèves.

Les élèves de toute la Cité Scolaire de Baimbridge se sont également mis en grève pour protester contre le mépris dont fait preuve le haut fonctionnaire français qu'est M. Chaudet (le Recteur) envers les élèves et enseignants antillais.

Une manifestation a eu lieu dans Pointe-à-Pitre. Certains LEP de commune pourraient être touchés par la grève. Des assemblées s'y sont en effet déroulées où les élèves des communes ont discuté de leur participation au mouvement.

Les syndicats enseignants et les parents d'élèves soutiennent la lutte des élèves.

ZIMBABWE : LE NATIONALISME DESARME LES PEUPLES



Mugabe

La victoire électorale écrasante de Robert Mugabe avait inquiété plus d'un petit blanc du Zimbabwe (ex-Rhodésie). Cette inquiétude était fort compréhensible. Ces quelques 200.000 blancs restés en Rhodésie n'avaient pas, avec la déclaration unilatérale d'indépendance en 1965, pris le relais du colonialisme anglais pour étendre leur oppression raciste sur les 6 millions de noirs qui constituent la majorité de la population ?

Tous ces blancs voyaient en Mugabe un «diable marxiste» qui n'hésiterait pas une seconde à leur ravir les privilèges exorbitants qu'ils avaient accumulés grâce à la sueur et au sang des noirs. Mais les «petits blancs» de Rhodésie peuvent maintenant se rassurer en partie. Robert Mugabe n'a nullement l'intention de s'appuyer sur les larges masses noires qui l'ont plébiscité pour transformer radicalement la société à leur profit. Bien au contraire, il s'emploie par tous les moyens à gommer cette image de «radical» qui lui colle à la peau. Sa campagne

électorale a été menée dans la modération et, une fois la victoire acquise, il s'est joint à l'ex-premier ministre blanc Ian Smith, au gouverneur anglais qui a organisé la consultation électorale, pour lancer des appels au calme. Il ne s'agissait surtout pas que les masses croient trop à cette victoire et s'en prennent d'elles-mêmes à certains privilèges scandaleux. Les autres gestes de Mugabe ont été à l'avenant : pour rassurer la communauté blanche, il a confirmé à la tête de l'armée un des hommes forts de l'ancien régime dirigé par les blancs, le général Walls. Dans le gouvernement de Mugabe, deux blancs se sont vus offrir les portefeuilles des ministères du Commerce et de l'Industrie. L'un de ces ministres est encore membre du parti de Ian Smith, celui-là même qui dirigeait le pays contre la majorité noire. Et concernant la distribution des terres aux paysans - l'un des chevaux de bataille de ZANU, l'organisation de Mugabe, quand elle se battait les armes à la main - les proches de Mugabe ont été plus

que prudents. A la majorité noire des paysans, qui actuellement se contente de quelques maigres arpents incultes, on ne distribuera que ce dont les blancs ne voudront plus, à savoir les terres abandonnées ou inexploitées. D'ailleurs, c'est un blanc, un gros propriétaire terrien et un leader agrarien qui est chargé de cette affaire au sein du gouvernement.

Enfin, comme si ces gestes de politique intérieure ne suffisaient pas, Mugabe a aussi donné des gages sur le plan international.

Vis-à-vis de l'impérialisme anglais, son attitude est des plus conciliantes, puisqu'il en sollicite l'appui bienveillant. Ainsi, il a demandé et obtenu une prolongation du séjour du gouverneur anglais, arguant qu'il avait besoin que l'Union Jack (le drapeau anglais) continue de flotter en Rhodésie pour qu'il ait le temps de se familiariser avec les mécanismes délicats de la machine gouvernementale !

Vis-à-vis de l'Afrique du Sud, ce pays si raciste qu'après de lui l'ex-Rhodésie n'apparaissait que comme une vague copie, Robert Mugabe a manifesté son intention de la considérer comme un bon voisin. Mieux, il a promis de refuser toute aide militaire à ceux qui se battent, comme il l'avait lui-même fait contre le régime de Rhodésie, les armes à la main contre le gouvernement raciste d'Afrique du Sud.

Mais le plus tragique dans cette affaire, ce n'est pas l'avenir politique de Mugabe lui-même. A mener cette politique, il risque en effet de se couper des masses noires qui l'ont porté au pouvoir. La plus tragique, c'est que les blancs restent maîtres de l'armée, de la police, de l'administration et disposent ainsi des moyens de mettre un terme à cette expérience quand ils le voudront. Pour la population noire démobilisée par ses dirigeants, cela ne peut signifier que le massacre.

Car le pouvoir reste entre les mains de ceux qui ont l'habitude de réprimer ceux qui luttent.

H. VINCENT

TUNISIE BOURGUIBA VEUT FAIRE PAYER CEUX QUI LUTTENT

Vendredi 14 mars, s'est finalement ouvert, devant la cour de sûreté de l'Etat tunisien, le procès du commando qui a attaqué, le 25 janvier dernier, à Gafsa. Ce procès qui était fixé au lundi 10 mars avait dû être renvoyé : l'instruction s'est en effet déroulée très rapidement et les avocats, commis d'office, n'avaient pas pu prendre connaissance du dossier des accusés.

Le déroulement du procès met en évidence la sympathie que ce commando a trouvé au sein de la population de Gafsa. D'ailleurs, au moins deux cents habitants de Gafsa seront déférés devant des tribunaux de droit commun, sous l'accusation de détention d'armes, d'association de malfaiteurs et de complicité.

Aussi, la déclaration de Bourguiba, invoquant un danger extérieur et attribuant cette attaque à un commando manipulé par la Lybie se révèle cousue de fil blanc.

Ce commando est constitué d'ouvriers, de paysans originaires du Sud de la Tunisie, mécontents de leur situation, de la misère, du chômage. Et ils risquent de le payer cher. Trente-quatre des soixante inculpés risquent la peine de mort.

Bourguiba a déjà réprimé les travailleurs en grève générale, il y a deux ans. En janvier 78, des dizaines de morts, des centaines de blessés ainsi que des centaines d'arrestations avaient conclu, de façon sanglante, la grève générale des travailleurs tunisiens.

Il faut donc croire que la situation en Tunisie est explosive et le dictateur Bourguiba tente de gagner du temps. Cette fois-ci encore, fidèle à ses habitudes, il fera du procès du commando de Gafsa un exemple.

A LA REUNION LE GOUVERNEMENT COUVRE LA FRAUDE ELECTORALE

A propos de la venue à la Réunion du Garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, le secrétaire général du Parti Communiste réunionnais, Paul Vergès, membre de l'Assemblée Européenne, veut relancer une affaire étouffée deux fois par l'administration judiciaire, une fois à la Réunion, l'autre à Paris par le Ministère de la Justice lui-même. L'affaire que l'on cherche à cacher concerne la fraude organisée par un candidat de la droite, Louis Virapouillé, lors des élections cantonales en 1976 à Saint-Pierre de la Réunion.

A cette occasion, en effet, de nombreux chômeurs ont reçu de l'argent, le «cadeau» étant assorti d'une obligation de vote pour Virapouillé. Celui-ci avait ouvert pour sa campagne une série de bureaux de main-d'œuvre où il était promis aux chômeurs un emploi pré-cédé d'une aide. Cette aide fut matérialisée par des chèques de 200F à 500F venant de.....la préfecture. Le trésorier payeur général de la Réunion lui-même avait hésité à payer de tels chèques. Pour le rassurer, le préfet avait sollicité la contribution d'un assistant social. Celui-ci devait affecter les sommes concernées à l'Aide

Sociale afin de les rendre moins louches. Il avait refusé et ses camarades de travail avait dû déclencher une grève face aux sanctions prises contre lui.

Toute cette affaire, pour scandaleuse qu'elle apparaisse n'a pas gêné le gouvernement français, lui qui tient tant à se faire passer pour le gérant de la loi. C'est le gouvernement lui-même, par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, qui organise la fraude à la Réunion. Tout le monde sait qu'aujourd'hui encore les morts sont nombreux à voter à la Réunion.

Cela montre bien quelle mascarade sont les élections. Le ministre des DOM affirme haut et fort que ces pays resteront français «que cela plaise ou non». Il ne fait rien d'autre que d'annoncer que les consultations électorales que le gouvernement français organise dans les DOM ne sont là que pour donner une caution «populaire» à ses valets, les élus de sa majorité. L'opinion réelle de la population des DOM est étouffée par le gouvernement... mais seulement elle ne le sera que tant que les peuples des DOM se laisseront museler.

NOUVELLE CALEDONIE DIJOU MENACE ET REPRIME

Dijoud continue sa crise d'autorité. Après sa déclaration tonitruante contre les grèves en Martinique, c'est la Nouvelle-Calédonie qui subit la hargne du ministre des DOM.

Il vient d'opposer une fin de non-recevoir à un projet d'autonomie interne de l'île, projet présenté par un député RPR de la Nouvelle-Calédonie. Ce député de droite, visiblement, cherche en présentant ce projet à prendre des voix à la majorité autonomiste. En effet, la majorité de la popu-

lation est favorable à un changement de statut de l'île et vote indépendantiste et autonomiste. Ce fait n'empêche pas Dijoud et les autorités françaises de rejeter tout changement de statut de la Nouvelle-Calédonie. Ils vont jusqu'à réprimer tous ceux qui luttent contre le colonialisme, comme ils le font actuellement en poursuivant des militants indépendantistes devant les tribunaux à Versailles.

EMIGRATION INFORMATISATION DES CARTES DE SEJOUR DES IMMIGRES: LE GOUVERNEMENT

A RECULE

Le gouvernement est revenu sur le projet d'informatisation des cartes de séjour des travailleurs immigrés. Ce recul vient de la pression de milieux juridiques et d'organisations se réclamant des droits de l'homme telle la Commission Informatique et Libertés. La constitution d'un fichier électronique pour chaque travailleur immigré a donc été annulée. Rappelons que ce fichier devait contenir près de 40 données concernant non seulement l'identité mais aussi le passé syndical, politique, religieux de chaque immigré. Il était également prévu une carte d'identité unique qui devait remplacer la carte de séjour et la carte de travail. Sur cette carte unique on prévoyait d'inscrire un certain nombre de données codifiées de 1 à 10. Ce qui signifie que celui qui aurait été en possession de cette carte n'aurait pas pu déchiffrer les renseignements codifiés.

Ce projet constituait un véritable scandale à tel point qu'il a provoqué des protestations dans les milieux libéraux proches du gouvernement.

Si le gouvernement a reculé, cela n'empêche pas que la situation des travailleurs immigrés demeure la même. Cela signifie que ceux-ci continueront à subir quotidiennement les contrôles policiers. Ils continueront à être interpellés par les policiers racistes qui n'hésitent pas à les brutaliser au moindre prétexte.

Martinique manoeuvre "Anthurium" ou à quoi rêve Dijoud?

Sans doute pour mieux se préparer à lutter contre les «destabilisateurs» de la Martinique, voilà que viennent de se dérouler les manœuvres «Anthurium». Celles-ci se sont déroulées dans le sud de la Martinique et ont mis aux prises 880 hommes : 100 «commandos» auxquels on opposait 780 soldats marins et gendarmes pour «protéger» la Martinique contre «l'envahisseur».

De nombreuses affiches de la Parole Au Peuple ont été collées et des graffitis ont été inscrits sur les murs, dénonçant l'entreprise d'intimidation que constituaient ces manœuvres. La première tâche des gendarmes fut d'ailleurs de décoller un maximum d'affiches, ces messieurs craignant sans doute ce surcroît de publicité !

Après avoir gaspillé pal mal d'essence et d'équipement aux frais des contribuables, les «780 défenseurs» sont arrivés à repousser les «100 commandos» ce qui ne leur était tous comptes faits pas tellement difficiles, 8 contre 1 !

Peut-être est-ce là un avant goût que les colonialistes veulent nous donner sur ce qu'ils entendent par «défense» des Antilles : une lutte à 8 contre 1 contre la population. A ce compte, il faudrait 2 millions et demi d'occupants par île.

Un rêve secret de Dijoud ?

COMMUNIQUE

Le SERMAC communique que le film «St-LUCIA», réalisé par l'Atelier Audio-Visuel en février 1979, sera présenté du mardi 25 au vendredi 28 mars inclus au Théâtre Municipal à 19 heures.

Ce reportage essaie de nous rendre compte de l'évolution historique récente de l'île de Ste-Lucie et des problèmes de sa population.

REFORME FONCIERE ET GROS SOUS POUR LES RICHES

Sous couvert de «réforme foncière», les tractations sur les terres des usines se poursuivent. C'est ainsi que les habitations de la SAG (Société Agricole) dirigée par le groupe Empain et la Cie Mixte et celles de Beauport aux mains du groupe Vilgrain / Grands Moulins de Paris, ainsi que les terres en colonnage seraient acquises par un organisme d'état sur la base d'un prix moyen de 12.000 Frs l'hectare.

Quant à la Compagnie Fruitière qui s'installe de plus en plus dans la région de Bonne-Mère Sainte Rose, elle est également partie prenante dans ces spéculations foncières. Charles Simonet, propriétaire de l'usine Grosse-Montagne qui possède une bonne partie des terres de l'ancienne usine du Comté de Lohéac à Sainte

Rose, est prêt à vendre 800 hectares de ce domaine. Il est encore tôt pour le dire, mais cela serait tout à fait dans l'ordre des choses.

Ainsi, des centaines d'hectares de terre sont achetés et revendus en l'espace de quelques années en Guadeloupe. Elles changent de mains capitalistes rapportant des sommes importantes à ces derniers, alors que des paysans pauvres par milliers, survivent sur des lopins de terre d'un hectare ou moins !

Quant aux terres rachetées par l'état en Grande Terre, on se demande bien ce qu'elles deviendront. Seront-elles attribuées aux petits paysans guadeloupéens ? Rien n'est moins sûr et même si elles l'étaient, reste à savoir sous quelle forme ?

La spéculation sur les terres agricoles en Guadeloupe est un scandale révoltant.

Ces tractations secrètes se font dans le dos des paysans. Cette énième «réforme foncière» ces voyages mystérieux de tous les dirigeants des usines locales, en France dernièrement, ne servent qu'à cacher une bonne opération pour les grands propriétaires.

Les terres doivent être mises à la disposition des paysans pauvres de la Guadeloupes et des ouvriers agricoles.

Il faut mettre un terme à la spéculation foncière.

La terre aux paysans !
La terre à ceux qui la travaillent !

LA VOIX DE SON MAITRE ET L'ECHO DES VALETS

Après les sorties de Dijoud sur les menaces contre «l'ordre public» à la Martinique, et les relations qui existeraient entre castristes et autonomistes prêts à mettre à feu et à sang la Martinique, voilà que les valets locaux du colonialisme prennent la relève. En effet, le Président du Conseil Général, Emile Maurice qui vient d'être reçu par Giscard, se lance lui aussi dans la thèse du complot castriste, qu'il dénonce avec vigueur dans France-Antilles.

Mais la tâche est un peu plus difficile pour E. Maurice que pour Dijoud. Celui-ci, loin des Antilles, peut se permettre de raconter n'importe quoi, les risques de démenti à sa face sont pratiquement nuls. Emile Maurice lui est sur place et peut se voir contredire à tout moment. Alors pour se tirer d'affaire, voilà le personnage qui part en guerre contre les déclarations de Fidel Castro lors du sommet des Pays Non-Alignés, tenu il y a plus de six mois à la Havane.



Emile Maurice

à signaler que Castro avait dit qu'il soutiendrait les mouvements de libération aux Antilles. Voilà donc la «preuve» du complot castriste res-

pensable de la «déstabilisation» de la Martinique.

En réalité, les représentants du gouvernement et de la droite sont en train de récolter une petite parcelle de ce qu'ils ont semé depuis des dizaines d'années. Chômage, misère, émigration, mépris colonialiste et racisme sont en train de provoquer un sentiment de colère et de refus au sein de couches de plus en plus larges de la population en Martinique. Ce sentiment là est dangereux pour le colonisateur et ses bényoni-oui. Il faut le combattre et quoi de plus facile alors, que de déclarer l'étranger responsable : On avait déjà eu un responsable RPR qui avait vu «la main de Washington» dans les succès du PPM et de Césaire depuis 1945 à la mairie de Fort-de-France. L'UDF y voit «la main de la Havane». Que ces affirmations arrivent à effrayer des couches larges de la population (but espéré de Dijoud et ses acolytes) est une autre paire de manches.

J.B.

LE JOURNAL "LE MONDE" SERAIT-IL POUR UN COLONIALISME "INTELLIGENT" ?

Le quotidien français «Le Monde» a pris l'initiative de parler de la Martinique quatre jours de suite sur quatre grandes pages. Cela est d'autant plus appréciable que ces articles sont intervenus au moment même où Dijoud faisait force déclarations pleines d'arrogance et de menaces contre les autonomistes et indépendantistes qu'il a décidé de réprimer.

On ne saurait pourtant accepter sans mot dire la présentation plus qu'orientée qu'a faite le correspondant au Monde, Alain Rollat dans cette série d'articles. En effet, à le lire, il semble qu'il existe en Martinique un seul parti d'opposition sérieux, le PPM, et un seul syndicat, la CSTM. Présenter ainsi la situation en Martinique c'est faire fi de la réalité de ce pays et des aspirations diverses de la population. En effet, si Césaire est populaire à Fort-de-France, il n'est pas juste de limiter la volonté de chan-

gement dans la population à celle du PPM. C'est pourtant ce que fait Rollat qui, dans un exposé intitulé «la Martinique écorchée», s'attache à décrire le PPM, ses différents dirigeants et leurs programmes respectifs.

Dans le même temps, Rollat présente, à côté de ce parti «unique», un syndicat «unique», la CSTM. Discuter des syndicats en Martinique sans parler de la CGTM, c'est déformer la réalité. Ne pas signaler l'importance de ce syndicat auquel s'affilie encore la majorité des travailleurs qui veulent se battre, négliger le rôle, d'ailleurs négatif, le rôle de frein, qu'y jouent les dirigeants, membres du PCM, c'est faire un exposé tronqué de la réalité.

De même, donner la primeur au PPM fausse l'idée qu'on peut se faire de la situation politique en Martinique. Nombreux sont en effet ceux qui dans ce pays croient en le PCM, ou

dans d'autres organisations d'extrême gauche, tout comme d'autres croient en Césaire.

L'attitude de ce journaliste est encore plus choquante en ce qui concerne le courant révolutionnaire. Alors même que des militants de Combat Ouvrier et du GRS (en même temps qu'un membre du PCM) sont poursuivis par la justice coloniale pour avoir mené des actions contre le gouvernement et sa télévision, Rollat se contente de quelques mots sur les «groupuscules trotskystes». Et il ne s'arrête pas là. Il présente les «indépendantistes» comme des «alliés objectifs» de la majorité. En particulier il est scandalisé par le fait qu'ils dénoncent les licenciements à la municipalité PPM de Fort-de-France.

La présentation que fait Rollat - ignorance ou malhonnêteté ? - donne à l'opinion fran-

FORT - DE - FRANCE UNE REPONSE AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Procureur de la République, il n'y a pas d'incidents racistes en Martinique. Ou plutôt, il n'y a pas de plainte déposée à votre bureau, donc les agressions racistes n'existent pas. Pour le cas où vous n'auriez toujours pas eu connaissance de nouvelles agressions, nous vous signalons que dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 mars, la police a arrêté deux agresseurs français qui tentaient de s'en prendre à une travailleuse municipale, qui ne dut son salut dans l'aventure qu'au fait que par ses cris, elle alerta la police. Nous ne doutons pas que vous ferez diligence dans ce cas, vous si prompt à poursuivre les militants anticolonialistes dans l'affaire de FR3, ou à faire appel contre un jugement que vous estimiez trop favorable aux jeunes dans l'affaire dite «de Schœlcher».

DEBAT AU SENAT SUR L'AGRICULTURE : LE MINISTRE 'REPOND A DAGONIA

France-Antilles du 12 mars cite l'intervention du sénateur Dagonia à propos de la loi d'orientation agricole.

Dagonia déplore le fait que cette loi, qui présente un certain intérêt pour les agriculteurs, risque fort d'être renvoyée aux calendes grecques en ce qui concerne les DOM, pour lesquels un décret d'application spécial doit être pris. Il cite notamment le fait que la précédente loi d'orientation agricole, qui date de 1960, c'est à dire de 20 ans, n'est pas encore entièrement appliquée dans les DOM, tandis que l'on discute de ce nouveau projet.

France-Antilles publie en regard la «réponse du ministre». Celle-ci, à première vue, est consistante : 141 lignes. Mais à la lecture, on découvre que 132 lignes sont une réponse à un sénateur français sur des problèmes concernant «l'hexagone», et... 9 lignes s'adressent à Dagonia, pour dire qu'on «n'abandonne pas l'industrie sucrière de la Guadeloupe».

Bref, une loi qui risque fort d'être appliquée en... l'an 2000.

çaise une idée fausse de la réalité martiniquaise. En dernier ressort son analyse ne peut avoir pour conséquence que d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui pensent qu'on doit maintenir la présence française aux Antilles, mais qu'il est urgent de collaborer avec tous les représentants de la bourgeoisie martiniquaise, non seulement ceux de la droite mais aussi ceux de la gauche. C'est d'ailleurs ce qu'il formule très explicitement en conseillant au gouvernement français d'agir et de modifier le statut de la Martinique avant qu'il ne soit trop tard. Pour lui, Césaire est un facteur de modération et, après Césaire, les revendications de la population martiniquaise risquent d'être plus radicales, ses réactions plus violentes.

Noël CANTIUS

ECHOS DES ENTREPRISES

SCEFA - SCEPLAG :
NOTRE MOBILISATION A PAYE :
IL FAUT CONTINUER.

Depuis qu'elles avaient perçu le troisième mois des indemnités cyclone, les camarades femmes de la SCEFA - SCEPLAG étaient dans l'inquiétude. Car Max Martin avait fait savoir que le travail ne reprendrait que peut être vers mai-juin, sinon plus tard. Que feraient-elles de janvier à mai-juin ?

Face à cette situation, elles ont formé une délégation qui s'est rendue à la préfecture, pour demander le maintien des indemnités cyclone jusqu'à la reprise du travail. Elles étaient plus d'une dizaine.

À la préfecture, on leur avait promis d'examiner leur situation.

Finalement, fin février, les travailleuses de la SCEFA- SCEPLAG ont reçu un quatrième chèque de 700 Frs. Mais elles ne savent pas s'il en sera ainsi jusqu'à la reprise du travail.

Ainsi, il a suffi qu'une délégation de fem-

mes se rende à la préfecture pour qu'on s'occupe d'elles. Que n'auraient-elles obtenu si elles avaient manifesté par milliers, dans les rues de Capesterre ou de Basse Terre !

SCA - PLAINE : NOUS NE VOULONS PAS DE GARDE DU CORPS.

A la reprise du travail au début mars, la direction, sans nous prévenir, ni nous le présenter, nous a mis dans le dos un surveillant.

A sa façon d'agir, il est toujours à dire que nous faisons telle chose mal ou que c'est ainsi qu'il faut faire telle chose, c'est sûr qu'il est là pour nous emm..., il nous sert de garde du corps.

A croire que la direction nous considère comme ses «bœufs» derrière qui elle colle un «garde» sans crier gare.

De toute façon, nous n'avons pas l'intention de nous laisser casser les pieds par ce surveillant pendant encore longtemps. Que la direction se le mette dans la tête.

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P
LA DIRECTION LICENCIE, MAIS
ELLE ECHELONNE NOS CONGES

Comme chaque année, nous devons faire face au problème des congés annuels. Ceux d'entre nous qui ont des enfants peuvent bénéficier de leur congé en juillet-août-septembre, en priorité. Les autres doivent prendre leur congé en fonction des besoins du service.

Cela nous mène inévitablement à avoir des petits différends entre nous. La direction, elle, nous demande de nous arranger. Oui, cela serait possible si, déjà, nous étions suffisamment nombreux : nous serions plus nombreux à par tir sans pour autant léser le service. Et puis, si au lieu de licencier les agents auxiliaires, la direction les titularisait et formait une équipe de volants, cela contribuerait à résoudre le problème.

FORT DE FRANCE
SECURITE SOCIALE :
ROND POINT : ON NOUS EN FAIT
VOIR DE TOUTES LES COULEURS!

A la suite de nos plaintes, nous avons eu droit au Rond-Point à des rideaux orange et vert si transparents, qu'ils renforcent l'éclat du soleil.

Après maintes protestations, les rideaux ont été retirés. Le soleil était toujours là.

C'est avec stupéfaction que nous les avons revus affublés de doublures bordeaux et bleu-clair.

Mais le comble était atteint quand, lors de la remise en place, on s'aperçut que les rideaux avaient diminué de largeur. La raison est très simple et bête : les doublures ont été fixées sur les rideaux tout froncés.

Conclusion : nous avons des tringles, des rideaux, des doublures... et toujours du soleil.

SOUTIEN A LA GREVE DE COCA COLA

Les travailleurs de la Société Coca-Cola sont en grève depuis le vendredi 14 mars. Ils réclament un salaire minimum de 2.400 F par mois une prime de transport de 100 F, le financement du Comité d'entreprise par les patrons, des vestiaires pour le personnel.

Le mécontentement est grand dans l'entreprise. Des piquets de grève ont été mis en place.

Les conditions de travail sont en effet particulièrement défavorables pour les travailleurs dans l'entreprise COCA COLA. C'est ainsi que les chauffeurs travaillent théoriquement de 7h à 15h. Mais arrivés à l'usine après la tournée, il faut recharger pour le lendemain et faire la caisse. A la fin de la journée il y a une longue file d'attente de voitures à charger et bien souvent c'est vers 18h ou même 19h que certains chauffeurs laissent le travail.

Actuellement les manœuvres affectés à la surveillance des machines embouteilleuses touchent 1720F. Ceux du tri des bouteilles aussi.

Ces quelques exemples montrent bien ce qui a causé la colère de ceux de COCA COLA.

Le patron de la COFRIGO qui s'occupe aussi outre de la vente des Glaces COFRIGO, de la commercialisation de COCA COLA en Guadeloupe possède aussi d'autres affaires identiques en Martinique. Il s'agit du très méprisant



Les travailleurs de Cofrigo lors d'une grève précédente

Monsieur DEJAHAM.

Il a déjà fait appel à la Justice, et bien sûr les flics ne sont pas loin, pour faire enlever les piquets de grève devant l'entreprise.

Mais il n'est pas sûr que cela effraie outre mesure les travailleurs en grève.

FORT DE FRANCE

Meeting de protestation contre Dijoud

Le jeudi 13 mars, c'est un peu moins d'un millier de personnes qui ont participé à la réunion publique organisée par la quasi-totalité des syndicats et des partis de gauche en vue de protester contre les provocations de Dijoud qui affirmait que la Martinique «que cela plaise ou non» resterait française.

Dès l'annonce des paroles de Dijoud, une réunion unitaire s'est tenue où un large accord s'est fait sur la nécessité de riposter aux provocations de Dijoud.

La tenue de la Réunion, malgré le peu de temps laissé pour sa préparation est un succès relatif. Cela montre que en dépit des menaces de Dijoud, une large fraction de la population, loin de se courber, a choisi la voie de la protestation. Et cette protestation unanime ou pres-

que est déjà un premier échec pour le secrétaire d'état aux DOM.

Notre tendance a bien entendu participé à cette réunion publique. Le camarade représentant C.O. après avoir montré que les propos de Dijoud pouvaient signifier qu'on va vers une extension des mesures répressives contre les anti-colonialistes expliquait qu'il dépendait des anti-colonialistes que ce soit le pouvoir qui soit sur la défensive et non notre camp.

Mais pour cela, il fallait que chaque lutte, chaque manifestation de mécontentement soit orientée et élargie pour en faire une action offensive contre le pouvoir.

Le caractère insultant des propos de l'administration a été dénoncé par les autres participants au meeting. Il faut signaler que les

travailleurs municipaux sont intervenus. Une balayeuse a raconté la tentative d'agression qu'elle a subie quelques jours après les menaces du procureur de la République affirmant qu'il n'y avait pas d'agression raciste contre les travailleuses municipales.

Bien sûr, ce n'est pas une réunion publique qui pourra faire reculer les colonialistes. Mais le simple fait de dénoncer publiquement et de manière unitaire les menaces du gouvernement rend plus difficiles les menées de celui-ci.

Pour notre part, nous sommes prêts à mener toutes les actions communes pour imposer aux colonialistes le respect de la dignité des Antillais.

J.B.

WEST INDIES :

Nouveau film sur les Antilles et les Antillais, WEST INDIES est l'œuvre d'un cinéaste africain: MED HONDO.

WEST INDIES est un film politique. Il l'est en ce sens qu'il constitue une dénonciation de ce que fut la traite des nègres et l'esclavage et une condamnation sans équivoque du système colonial.

Mais la volonté politique n'empêche pas le metteur en scène d'utiliser avec une très grande maîtrise toutes les ressources de son art. C'est sur ce plan là - le plan artistique - que le film est le moins contestable.

Lorsque le film présente des faiblesses, des longueurs ou certains passages confus, ce n'est pas l'artiste qui est en cause, mais bien ses conceptions politiques, sa vision du monde. Le cinéaste n'est peut être pas le seul responsable de ces faiblesses. Car il s'inspire d'une pièce produite par l'écrivain martiniquais Bouckman. Pièce qui s'intitule «Les Négriers» ou «les Nègres marrons de la liberté».

L'auteur dans ce scénario a choisi d'exalter la lutte passée des esclaves pour se décharger de leurs chaînes et faire cesser le claquement humiliant du fouet sur leur peau. Et il ajoute que l'esclavage est prolongé par l'oppression coloniale. Il compare l'émigration vers la France à la traite négrière.

Hondo et Bouckman ne peuvent voir les problèmes d'aujourd'hui qu'à travers du prisme des luttes du passé. Et lorsqu'ils dénoncent les conditions du présent ils le font surtout en fustigeant le rôle de l'émigration vers la France qualifiée de «traite moderne».

Le film est une charge grinçante contre tout ce que fut le colonialisme. Mais cette charge se poursuit sans aucune nuance quand il s'agit de montrer les réactions des travailleurs en France contre le colonialisme. Pour Hondo et Bouckman, le travailleur français est à placer au même rang que le colonialis-

liste. Ils sont aussi crapuleux et oppresseurs l'un que l'autre - pensent-ils fausement.

Sous couvert de montrer et d'exalter la lutte libératrice, on présente les opprimés comme une masse passive en permanence et qui tout d'un coup se révolte. L'accent est d'ailleurs mis sur ceux qui partent et vont vivre en France. Ceux-là ont des problèmes, des réactions, des idées, des aspirations, une vie variée. Par contre, lorsqu'on parle de ceux qui vivent aux Antilles, ils perdent toute vie et deviennent automatiquement une force désincarnée, mythique qui dort et attend le moment de s'attaquer au colonialisme. Cette façon de présenter les gens est très caricaturale. Ce défaut présent chez Med Hondo est largement partagé par les quelques films antillais qui sont sortis depuis peu. Le choix de faire du film une sorte d'épigramme parcouru d'une activité fébrile, soutenue par une musique qui renforce encore la charge et la caricature, ce choix n'est pas fortuit. Il faut montrer d'un côté le colonisateur hypocrite et simpliste et de l'autre des colonisés toujours trompés, quand ils votent, quand ils émigrent, quand ils manifestent, quand ils s'amusent, etc...

Bouckman et Med Hondo dans leur prise de position ne partent pas du même point de vue que les couches les plus pauvres de la société. L'oppression coloniale porte atteinte à leur dignité et veut les ravalier au rôle du spectateur de ce qui se passe dans leur pays, car en tant qu'intellectuels ils aspirent à jouer un rôle de direction politique, culturel ou autre.

Mais cela n'est possible que si leurs aspirations sont portées par une masse suffisamment large pour contraindre le colonialisme à se retirer.

Comme bien des intellectuels colonisés, Hondo et Bouckman ne voient le peuple qu'aliéné, trompé ou comme acteur d'une révolte qui aboutira à la réalisation des aspirations de la petite bourgeoisie nationaliste.

UN BEAU FILM UNE VISION NATIONALISTE

Les couches les plus pauvres de la population n'ont ni les mêmes motivations, ni les mêmes aspirations. Leur façon de vivre l'exploitation et l'oppression et dans le passé en tant qu'esclaves, aujourd'hui en tant que travailleurs exploités des villes et des campagnes, n'est pas la même que celle des petits-bourgeois aisés ou des intellectuels.

Sous l'esclavage les mulâtres et les affranchis se battaient pour avoir les mêmes droits de citoyen que les blancs, mais ils acceptaient la plupart que l'esclavage continue pour les travailleurs des champs ou des domestiques. Ce n'était pas une question de couleur de peau, mais bien une question de situation sociale.

Aujourd'hui on ne peut pas prétendre présenter les travailleurs comme tout à fait passifs ou complètement aliénés par le colonialisme. Si les luttes des travailleurs débouchent sur une lutte anticolonialiste et sur une volonté d'avoir l'indépendance ce sera pour avoir compris que pour mettre fin de manière radicale à l'exploitation, il faut s'attaquer au pouvoir politique lui-même. Et qui le détient ce pouvoir ? Le colonialisme. C'est pour mettre en avant leurs propres intérêts que les travailleurs s'attaquent au pouvoir colonial et cela au travers de leurs luttes et de leurs préoccupations propres.

Cette façon de présenter les choses n'est celle ni du cinéaste HONDO ni de l'auteur des Négriers qui a fourni le scénario. Mais ces considérations ne doivent pas faire croire que ce film est mauvais ou inintéressant. Il est une prise de position politique que nous soutenons et partageons contre une forme d'oppression passée et présente que nous combattons. C'est dire que nous avons - malgré ce que nous lui reprochons - vu ce film très beau avec un immense intérêt.

Cl. ROCHA

LA VIOLENCE DANS L'AIR SUITE DE LA PAGE 1

de masse (manifestations, déclarations, grèves, élections, etc...), c'est nouveau mais ce n'est cependant pas très étonnant.

Les milieux nationalistes, une fraction de la jeunesse nationaliste et tous ceux qui avaient mis leurs espoirs dans un changement légal avec la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche en France même sont marqués par un fort sentiment de déception et de désillusion.

Ces sentiments, devant l'inexistence d'interventions politiques de la classe ouvrière et des organisations ouvrières, peuvent se transformer en impatience et en actes désespérés.

Vouloir précipiter la prise de conscience des Guadeloupéens ou semer la peur dans les rangs des Français, «déstabiliser» la situation politique en faisant craindre une action armée ou en la menant réellement, cela peut tenter certains.

L'écrasement et l'humiliation permanents venant du système colonial ne peuvent que susciter de la haine et une volonté farouche de mettre fin à la domination qu'il maintient sur les Antilles.

Il est tout à fait certain qu'une fraction importante des peuples de Guadeloupe et Martinique en ont plus qu'assez de la présence française et de tout ce qu'elle entraîne comme conséquences.

L'émigration, la mainmise par des Français sur toute l'administration, sur tous les postes de commandes économiques, culturels et politiques, l'accroissement du chômage, la formation d'une colonie blanche avec ses propres habitudes, ses propres quartiers et connaissant une certaine prospérité économique, provoquent de plus en plus l'irritation sourde et ouverte. De cette irritation à la haine, il n'y a pas loin à franchir quand ceux qui prospèrent ont la même couleur de peau que ceux qui dirigent - tous blancs - alors que ceux qui s'irritent sont noirs.

La situation politique - la domination de petits territoires très éloignés de la métropole par une grande puissance colonisatrice - ne peut que pousser dans la voie de la violence ceux qui en ont assez de cette domination.

Et ce ne sera qu'un retour des choses. Car depuis vingt ans, le pouvoir, par la pression, les tricheries électorales, les manipulations légales, les interdictions, par la violence ouverte, les emprisonnements etc... le pouvoir a combattu les aspirations libératrices des peuples de Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane. Pour le pouvoir, ces départements d'Outre-Mer devaient devenir des départements comme ceux de France. Et le pouvoir qui a cru s'être débarrassé ainsi de ces aspirations risque bien maintenant d'avoir à faire face à une autre forme d'expression de ces aspirations, une forme violente. Et pour peu que celle-ci soit appuyée par une fraction significative de la population, ce pouvoir pourrait bien se dire que ses jours seront comptés.

Car si la violence d'un petit groupe ou d'individus ne peut pas remplacer la prise de conscience de la masse des travailleurs, il n'en va pas du tout de même si cette violence est relayée par un soutien populaire et si elle correspond à ce que souhaite une fraction importante de la population.

Car alors le pouvoir ne pourra pas l'empêcher de se développer. Et à la longue malgré la répression, les emprisonnements, les tortures, les massacres comme ceux de 1967, le pouvoir colonial sera balayé.

G. RASSAMY COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance à :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728